ARRETE N° 874 APA du 14 novembre 1946.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 Janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret N° 46-2378 du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo promulgué par arrêté N° 836/Cab. du 1^{er} novembre 1946;

Vu l'arrêté N° 842/APA du 6 novembre 1946 portant convocation dans le Territoire du Togo, des collèges électoraux pour l'élection d'une Assemblée représentative;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret du 25 octobre susvisé; l'Assemblée Représentative créée au Togo est convoquée en session extraordinaire le 16 décembre 1946 s'il n'y a pas lieu de procéder à un second tour des opérations électorales, et le 15 janvier 1947 s'il est procédé à un second tour.

Art. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 14 novembre 1946.

J. NGUTARY.

Personnel**Agents de police****ARRETE N° 847 P du 7 novembre 1946.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté N° 288/P du 7 juin 1945 fixant le statut général des cadres locaux autochtones du Territoire du Togo;

Vu l'arrêté N° 302/P du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local des agents de Police du Territoire du Togo;

Sur la proposition du Chef du Service de la Sûreté;
Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 2, 3, 4, 5, 7, 9 et 12 de l'arrêté n° 302/P du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local des agents de police du Territoire du Togo sont modifiés ainsi qu'il suit :

Dispositions générales

Art. 2 (nouveau) : Les agents de police concourent au Service de la Police Générale sous la direction des Autorités auprès desquelles ils sont détachés.

Art. 3 (nouveau) : L'effectif des agents de police est fixé par arrêté du Commissaire de la République qui les met, suivant les besoins du service, à la disposition :

- 1° — du Service de la Sûreté,
- 2° — de l'Administrateur-Maire de la Ville de Lomé pour servir au Commissariat de Police et éventuellement au Cercle,
- 3° — des circonscriptions administratives pour servir dans les cercles et subdivisions du Territoire,
- 4° — des postes et brigades de Gendarmerie pour leur renforcement s'il y a lieu.

Art. 4 (nouveau) : Le Chef du Service de la Sûreté assure l'Administration Générale de l'ensemble des détachements. Il propose au Commissaire de la République en accord avec :

- 1° — l'Administrateur-Maire de la Ville de Lomé,
 - 2° — les Chefs d'unités administratives,
- pour les détachements mis à leur disposition, toutes les mesures et réformes de nature à améliorer le fonctionnement technique de cette force publique.

L'Administrateur-Maire de la Ville de Lomé, les Commandants de Cercles et le Chef du Service de la Sûreté assurent l'administration propre des détachements mis à leur disposition et proposent au Commissaire de la République les affectations et les mutations qu'ils jugent nécessaires dans l'intérêt du service.

Conditions particulières de recrutement

Art. 5 (nouveau) : Nul ne peut être admis dans le cadre local des agents de police, s'il ne réunit, outre les conditions générales de recrutement prévues à l'arrêté N° 288/P du 7 juin 1945 susvisé, les conditions spéciales suivantes :

- 1° — Mesurer 1^m,70 de taille;
- 2° — Avoir accompli dans l'Armée de terre, de mer ou de l'air la durée légale du service ou s'être engagé volontairement pour la durée des hostilités;
- 3° — Savoir lire sommairement le français et s'exprimer clairement dans cette langue;
- 4° — Avoir satisfait aux épreuves physiques ci-après :

a) Courir le 100 mètres en 15 secondes (temps minimum);

b) Courir le 1.000 mètres en 4 minutes (temps minimum);

c) Sauter 3^m,50 en longueur (distance minimum).
Les épreuves sont cotées de 0 à 20.

Toute note inférieure à 6 est éliminatoire.

La Commission du concours est composée comme suit :

Président :

Le Chef du Service de la Sûreté.

Membres :

Un Administrateur-Adjoint ou un Agent du cadre de l'Administration Générale;

Le Commissaire de Police de Lomé;

Un Officier ou Sous-Officier des Forces de Police.

Conditions particulières d'avancement — Discipline

Art. 7 (nouveau) : Les punitions applicables aux agents de police sont les suivantes :

- 1^o — Le tour de service supplémentaire;
- 2^o — La salle de police jusqu'à 8 jours avec ou sans suspension de solde;
- 3^o — La salle de police jusqu'à 15 jours avec ou sans retenue de solde;
- 4^o — La radiation du tableau d'avancement;
- 5^o — La rétrogradation ou la cassation;
- 6^o — La révocation.

Le Commissaire de Police inflige :

- 1^o — Le tour de service supplémentaire;
- 2^o — La salle de police jusqu'à 8 jours avec ou sans retenue de solde.

L'Administrateur-Maire ou le Commandant de Cercle inflige :

La salle de police jusqu'à 15 jours avec ou sans retenue de solde.

Le Commissaire de la République inflige :

- 1^o — La radiation du tableau d'avancement;
- 2^o — La rétrogradation ou la cassation;
- 3^o — La révocation

sur la proposition de l'Administrateur-Maire de la Ville de Lomé ou des Commandants de Cercles qui fournissent au Commissaire de la République un rapport circonstancié et les explications de l'intéressé.

Habillement

Art. 9 (nouveau) : La tenue des agents de police est la suivante :

Petite tenue :

Chemisette en toile kaki fermée par cinq boutons sphériques en nickel, portant en relief le mot : « Police ».

Pantalon court, casquette noire à bandes blanches, bandes molletières. Baudrier cuir-Samara.

Insignes. — Numéro sur drap noir au côté de la chemisette et sur la casquette, l'insigne de « Police du Togo ».

Grande tenue :

Veste en toile blanche genre Dolman sans col, poches extérieures à soufflets, fermée par cinq boutons sphériques en nickel portant en relief le mot « Police ».

Pantalon long de même étoffe — souliers cuir — casque blanc — baudrier cuir.

Insignes. — Numéro sur drap noir au col de la veste en métal argenté pour les agents et doré pour les gradés, écusson en faisceau de licteur en métal argenté sur le casque.

Les adjudants-chefs et adjudants portent respectivement à la patte d'épaule de la chemisette et sur la manche de la veste deux galons et un galon d'or en forme de V.

Les brigadiers-chefs et brigadiers portent respectivement à la patte d'épaule de la chemisette et sur la manche de la veste deux galons et un galon d'argent en forme de V.

Les agents de 1^{re} et 2^e classe portent respectivement à la patte d'épaule de la chemisette et sur la manche de la veste deux galons et un galon de laine jouquille en forme de V.

Il doit être alloué annuellement aux agents de la police deux tenues kaki et une tenue blanche.

Chaque agent sera en outre détenteur d'une veste de drap et d'un imperméable.

Pendant les heures de service et dans l'exercice public de leurs fonctions, le port de l'uniforme, sauf ordre contraire, est obligatoire pour tous les agents de police.

Tout agent quittant le service pour quelque motif que ce soit, est tenu de remettre avant son départ ses effets d'uniforme, insignes et boutons.

Armement

Les agents de police sont armés du revolver suivant les nécessités du service.

Pour les services d'ordre, ils peuvent être armés du mousqueton avec sabre — baïonnette.

Dispositions diverses

Art. 12 (nouveau) : Les agents de police quel que soit leur grade doivent le salut :

1^o — Aux fonctionnaires des cadres supérieurs de la police et aux Assistants de police;

2^o — Aux Autorités Administratives où ils sont en service;

3^o — Aux Officiers des Armées de terre, de mer et de l'air;

4^o — Aux gradés du corps des agents de police qui leur sont supérieurs en grade.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 novembre 1946.

J. NOUARY.

Assistants de police

ARRETE N^o 856 P du 8 novembre 1946.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n^o 288/P du 7 juin 1945 fixant le statut général des cadres locaux autochtones du Territoire du Togo;

Vu l'arrêté n^o 301/P du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local des assistants de Police;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 2 de l'article 6 de l'arrêté N^o 301/P du 7 juin 1945 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :